

mercredi 24 août 2005

Plus de salaires, moins de précaires

Par Jean-Claude Mailly Secrétaire général de FO

Le gouvernement a une particularité: il écoute à l'envers. Face aux urgences sociales et républicaines qui se sont notamment exprimées les 10 mars et 29 mai 2005, il répond à l'opposé des attentes et revendications.

Il parle du modèle social français et critique le modèle anglo-saxon. Dans le même temps, il développe la précarité avec le contrat nouvelles embauches (CNE), copiant le gouvernement britannique.

Il parle de dialogue social. Dans le même temps, il décide, sans concertation, de remettre en cause les seuils sociaux (donc la mise en place de DP et de CE) en excluant les moins de 26 ans du calcul des effectifs, ce qui constitue une double discrimination: sur l'âge et sur le droit syndical.

Il parle de république. Dans le même temps, il privatise (l'exemple des autoroutes est particulièrement scandaleux car elles sont bradées alors qu'elles devraient rapporter beaucoup plus en restant publiques), couvre la SNCF qui supprime des lignes, ouvre le capital de GDF, etc.

Il parle de relancer la croissance économique en oubliant de soutenir la consommation, donc l'augmentation du pouvoir d'achat, et en multipliant les exonérations fiscales et sociales.

Il parle de créer des emplois en utilisant la précarité, l'augmentation de la durée du travail (extension possible du forfait cadre à tous les salariés) et en sanctionnant plus les chômeurs.

Visiblement, le «je vous ai compris» du général de Gaulle est devenu «je vous demande de nous comprendre». C'est le monde à l'envers.

Face à l'augmentation importante du prix du pétrole et ses répercussions sur le budget des ménages, le gouvernement nous parle d'économie d'énergie et de prime à l'emploi. Rien sur le pouvoir d'achat, les primes de transport, la fiscalité sur le pétrole. En trois ans, pour ne prendre que cet exemple, le gazole a augmenté de 36% et de 16% en un an. Quant aux profits des compagnies pétrolières, ils explosent.

De fait, les fiscalités indirectes (TVA, TIPP, etc.) pèsent de plus en plus sur le budget des ménages alors qu'elles sont les plus injustes. Et quand il s'agit de parler de l'impôt sur les revenus (le plus juste), les seules pistes de réflexion visent à alléger l'ISF, c'est-à-dire l'impôt des plus riches, qui ont déjà de multiples moyens légaux d'échapper en partie à l'impôt. Ce qui n'est pas le cas des cadres et de tous ceux qu'on appelle les classes moyennes et qui paient, eux, plein pot.

Face à une telle situation, il est indispensable d'agir. Sur le plan juridique, la Confédération dépose des recours auprès du Conseil d'État et du Bureau international du travail contre deux des ordonnances Villepin (celle sur le CNE et celle sur l'exclusion des moins de 26 ans).

Concernant l'action, les contacts s'accroissent entre les confédérations syndicales. Pour FO, il s'agit de préparer une mobilisation au moins équivalente à celle du 10 mars, avec manifestations et arrêts de travail. Le pouvoir d'achat, la défense du Code du travail, des conventions collectives et statuts, la lutte contre le chômage et contre la précarité font partie de nos revendications.

Dans la première quinzaine de septembre, je participerai à plusieurs meetings interdépartementaux. Augmenter les salaires est plus que jamais prioritaire. C'est une nécessité sociale et économique, c'est aussi une manière efficace de redistribuer les richesses.

Aux dires mêmes de l'Union européenne, la France fait partie des pays où, en cinq ans, le niveau de vie s'est dégradé.

Alors sans hésiter, revendiquons plus de salaires, moins de précaires.